

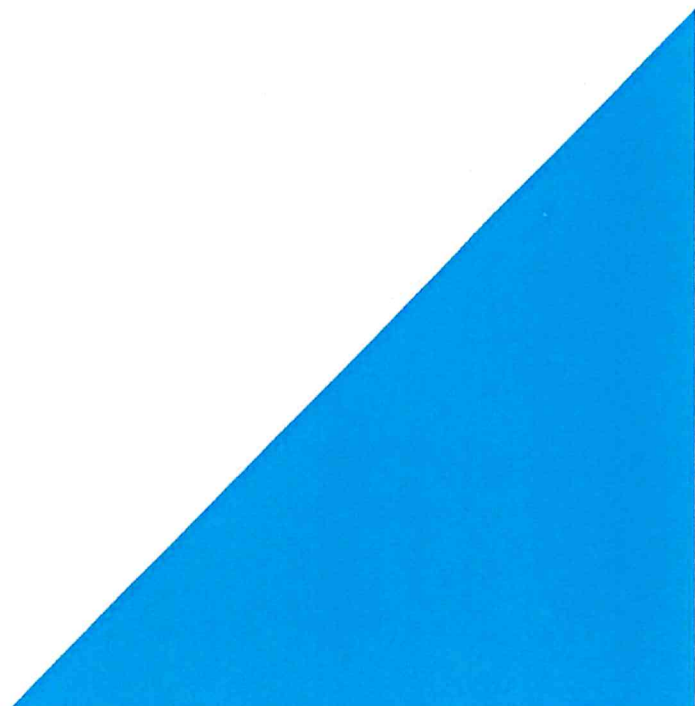
EXERCICE CLOS LE 31 AOUT **2024**

---

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES  
COMPTES ANNUELS**

**MAISON FAMILIALE RURALE DE L'IREO**  
Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

4, rue Jules Verne  
**SAINT FULGENT (Vendée)**



**MAISON FAMILIALE RURALE DE L'IREO de Saint-Fulgent**  
Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901  
4, rue Jules-Verne  
**SAINT-FULGENT (Vendée)**

**Exercice clos le 31 août 2024**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR  
LES COMPTES ANNUELS**

## Aux membres de l'Association de la Maison Familiale Rurale de l'IREO de Saint-Fulgent,

### I. OPINION

---

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la **Maison Familiale Rurale de l'IREO de Saint-Fulgent** relatifs à l'exercice clos le 31 août 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### II. FONDEMENT DE L'OPINION

---

#### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> septembre 2023 à la date d'émission de notre rapport.

### III. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

---

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les notes « Règles et méthodes comptables » et « Subventions d'équipement » de l'annexe des comptes annuels exposent les règles et méthodes comptables relatives à la valorisation des immobilisations et aux subventions d'investissement de votre association. Dans le cadre de nos travaux, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables décrites dans ces notes et leur correcte application.

#### **IV. VERIFICATIONS SPECIFIQUES**

---

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

##### **Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association**

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Association.

#### **V. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

---

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.





## VI. RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

---

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



MAISON FAMILIALE RURALE DE  
l'IREO de Saint-Fulgent

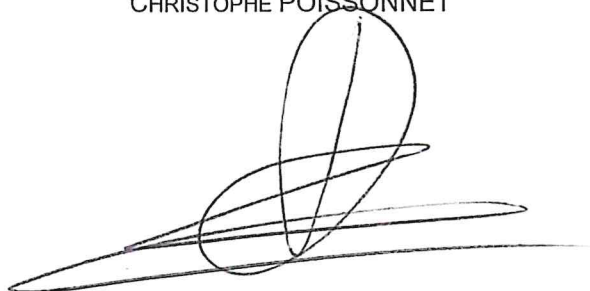
Exercice clos le 31 août 2024

Rapport du Commissaire aux  
comptes sur les comptes  
annuels

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à La Roche-sur-Yon  
le 4 février 2025  
Le Commissaire aux comptes

Groupe Y – BOISSEAU  
CHRISTOPHE POISSONNET

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'C' and 'P' intertwined, with a long horizontal stroke at the bottom.

MAISON FAMILIALE RURALE DE  
l'I'REO de Saint-Fulgent

Exercice clos le 31 août 2024

Rapport du Commissaire aux  
comptes sur les comptes  
annuels

## COMPTES ANNUELS

---



## COMPTE DE RESULTAT

Rubriques	Montant N	Montant N-1
Cotisations	2 250	2 006
<b>Ventes de biens et services</b>		
Vente de biens	0	(16 255)
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	894 596	927 799
dont parrainages		
Production stockée		
Production immobilisée		
<b>Produits de tiers financeurs</b>		
Concours publics et subventions d'exploitation	895 160	820 609
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
<b>Ressources liées à la générosité du public</b>		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprise sur amortissements et provisions, transfert de charges	45 275	40 090
Utilisation des fonds dédiés		
Autres produits	425	227
<b>Total (I)</b>	<b>1 837 706</b>	<b>1 774 475</b>
<b>Participations</b>		
Autres valeurs mobilières et créances d'actif	4	6
Autres intérêts et produits assimilés	39 496	14 076
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total (II)</b>	<b>39 500</b>	<b>14 082</b>
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	8 911	24 678
Produits exceptionnels sur opérations en capital	17 578	35 990
Reprises sur provisions et transferts de charges		
<b>Total (III)</b>	<b>26 489</b>	<b>60 668</b>
<b>Total des produits (I+II+III)</b>	<b>1 903 695</b>	<b>1 849 226</b>
<b>Solde débiteur = Déficit</b>	<b>51 180</b>	<b>98 955</b>
<b>Total général</b>	<b>1 954 876</b>	<b>1 948 181</b>



Rubriques	Montant N	Montant N-1
Achats de marchandises	109 747	104 801
Variation de stocks	268	4 227
Autres achats et charges externes	419 205	482 921
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	27 837	28 737
Salaires et traitements	957 934	883 542
Charges sociales	331 623	300 297
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	85 707	117 974
Dotations aux provisions	7 548	14 808
Report en fonds dédiés		
Autres charges	3 507	5 204
<b>Total (I)</b>	<b>1 943 376</b>	<b>1 942 512</b>
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	3 419	492
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>Total (II)</b>	<b>3 419</b>	<b>492</b>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	548	650
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	249	1 939
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
<b>Total (III)</b>	<b>797</b>	<b>2 589</b>
Participation salariés aux résultats (IV)		
Impôts sur les bénéfices (V)	7 284	2 587
<b>Total des charges (I+II+III)</b>	<b>1 954 876</b>	<b>1 948 181</b>
<b>Solde créditeur = Excédent</b>		
<b>Total général</b>	<b>1 954 876</b>	<b>1 948 181</b>

Rubriques	Montant N	Montant N-1
<b>Contributions volontaires en nature</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
<b>MONTANT TOTAL DES RESSOURCES</b>		
<b>Charges des contributions volontaires en nature</b>		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
<b>MONTANT TOTAL DES EMPLOIS</b>		

## BILAN ACTIF

Rubriques	Montant brut	Dépréciation	Montant net N	Montant net N-1
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, droits similaires	10 221	9 733	489	839
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains	265 192	170 471	94 721	104 365
Constructions	3 156 915	2 887 523	269 393	276 873
Installations techniques, mat. et outillage indus.	165 125	153 425	11 699	20 083
Autres immobilisations corporelles	559 381	475 358	84 023	86 385
Immobilisations corporelles en cours	28 584		28 584	19 560
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés	140		140	137
Prêts				
Autres immobilisations financières				
<b>Total I</b>	<b>4 185 558</b>	<b>3 696 509</b>	<b>489 050</b>	<b>508 242</b>
<b>Stocks et en-cours</b>				
Stock et en-cours	4 783		4 783	5 051
<b>Créances</b>				
Créances reçues par legs ou donations				
Créances clts., adhér., usagers et cpt. Rattachés	242 358	78 550	163 809	165 418
Autres créances	103 874		103 874	27 530
Valeurs mobilières de placement	500 000		500 000	500 000
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	1 087 418		1 087 418	1 117 837
Charges constatées d'avance	18 296		18 296	21 276
<b>Total II</b>	<b>1 956 729</b>	<b>78 550</b>	<b>1 878 179</b>	<b>1 837 113</b>
Frais d'émission des emprunts III				
Primes de remboursement des obligations IV				
Ecart de conversion (actif) V				
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>6 142 287</b>	<b>3 775 058</b>	<b>2 367 228</b>	<b>2 345 354</b>
<b>Rubriques</b>	<b>Montant brut</b>		<b>Montant net N</b>	
<b>Engagements reçus</b>				
<b>Legs nets à réaliser :</b>				
Acceptés par les organismes stat. compétents ;				
Autorisés par l'organisme de tutelle ;				
Dons en nature restant à vendre.				

## BILAN PASSIF

Rubriques	Montant net N	Montant net N-1
<b>Fonds propres</b>		
Fonds associatifs sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	46 893	46 893
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise statutaires		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves		
Report à nouveau	1 844 706	1 943 661
Excédent ou déficit de l'exercice	(51 180)	(98 955)
Situation nette (sous total)	1 840 419	1 891 599
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	109 325	126 883
Provisions réglementées		
<b>Total I</b>	<b>1 949 744</b>	<b>2 018 482</b>
Fonds dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donation		
Fonds dédiés		
<b>Total II</b>		
Provisions		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	29 432	37 021
<b>Total III</b>	<b>29 432</b>	<b>37 021</b>
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	118 522	62 325
Emprunts et dettes financières divers		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	31 243	34 426
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	67 618	82 007
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	62 566	84 471
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	108 103	26 622
<b>Total IV</b>	<b>388 052</b>	<b>289 851</b>
Ecart de conversion (passif) (V)		
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>2 367 228</b>	<b>2 345 354</b>

## ANNEXE 1

Objet social de l'association

Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

Moyens mis en oeuvre

Règles et méthodes comptables

Engagements financiers et autres informations

Notes sur le Bilan Actif

Notes sur le Bilan Passif

Informations sur le compte de résultat

Immobilisations

Amortissements

Provisions

Etat des échéances

Fonds de Roulement



## ANNEXE

**Total du bilan avant répartition 2 367 228 €      Résultat : -51 180 €**

Les notes indiquées ci-après, font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le par le Conseil d'Administration.

### 1 - OBJET SOCIAL DE L'ASSOCIATION

La Maison Familiale :

MFR\_IR ST FULGENT

est une association de caractère familial, régie par la loi du 1er juillet 1901. Sa durée est illimitée.

Son siège social est établi :

4 rue Jules Verne -BP 17 85250 ST FULGENT

L'association a pour but

- de donner aux familles qui en sont membres les moyens d'exercer leurs droits et d'assumer leurs responsabilités, notamment en ce qui concerne l'éducation, l'orientation et la formation professionnelle, générale, morale et sociale des enfants fréquentant,

- d'assumer la création, la gestion et la responsabilité légale, morale et financière de la Maison familiale Rurale,

- de participer à l'animation et au développement du milieu dans lequel est implantée la Maison Familiale Rurale et d'assurer toutes activités d'éducation populaire, de formation des adultes ainsi que toutes actions à caractère éducatif, social ou familial,

L'activité de formation conduite par l'association pourra s'exercer dans le cadre de la formation scolaire, de l'apprentissage ou de la formation professionnelle continue,

L'association pourra éventuellement proposer des activités complémentaires d'accueil, de repas, d'hébergement... dont les recettes permettent de concourir à la réalisation de l'objet de l'association,

L'association adopte pour la création et le fonctionnement de la Maison Familiale Rurale les moyens ou méthodes définis par l'Union Nationale des Maisons Familiales Rurales et en particulier :

- la répartition des adolescents(es) en groupes restreints,

- l'alternance du temps de formation des adolescents(es) dans le milieu professionnel, la famille et dans la Maison.



## 2 - NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES OU MISSIONS SOCIALES REALISEES

	TYPE DE FINANCEMENT ET EFFECTIFS		
	Ministère de l'Agriculture au 01/10/2023	Apprentissage au 01/01/2024	Formation Professionnelle Continue
• 4ème d'orientation	20		
• 3ème d'orientation	50		
• CAPa Services Aux Personnes et Vente en Espace Rural	38		
• BAC PRO Services Aux Personnes et Aux Territoires	68	26	
• BTS Services et Prestation des Secteurs Sanitaires et Social		14	
• BTS Economie Sociale et Familiale		4	2
<b>TOTAL</b>	<b>176</b>	<b>44</b>	<b>2</b>
<i>TOTAL N-1</i>	<i>164</i>	<i>44</i>	<i>1</i>

L'association propose ses bâtiments à la location le week-end et pendant les vacances scolaires.

## 3 - MOYENS MIS EN ŒUVRE

L'association est propriétaire de ses locaux qui se répartissent sur deux sites : - au 4 rue Jules Verne d'une superficie de 1 868m<sup>2</sup>, comprenant 4 salles de cours pour 188 m<sup>2</sup>, 1 salles de travail (TP Santé) pour 29 m<sup>2</sup>, 1 sllle informatique de 49m<sup>2</sup> et un laboratoire de 44 m<sup>2</sup>, - au 42 rue des Mauges d'une superficie de 1 537 m<sup>2</sup>, comprenant 5 salles de cours pour 203 m<sup>2</sup>, 1 CDI de 28m<sup>2</sup> et 1 cuisine pédagogique de 41 m<sup>2</sup>.

L'association a employé 35 salariés soit une moyenne de 27,44 ETP dont 16,97 ETP en enseignement.

L'association a signé un contrat avec le Ministère de l'Agriculture pour le financement des formations initiales agricoles.

### Provenance des financements :

Ministère de l'agriculture (45 %)  
Hébergement restauration voyages actions familles (26 %)  
OPCO et CNFPT apprentissage (15 %)  
Employeurs publics apprentissage (3 %)  
Locations, repas extérieurs (4 %)  
OPCO formations continues (1 %)  
Fonds publics formations continues (2 %)  
Conseil Régional (1 %)  
Europe ERASMUS (2 %)  
Taxe d'apprentissage (1 %)

## 4 - REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été établis en respectant les règles comptables édictées par les règlements ANC n°2014-03 et n°2018-06.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,

- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- Immobilisations corporelles : elles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production,
- Amortissements : ils sont calculés suivant le mode linéaire et en fonction de la durée de vie prévue - Les différents composants d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés séparément lorsque leurs durées d'utilité sont significativement différentes,
- Stocks : ils sont évalués suivant la méthode premier entré, premier sorti.

Pour des raisons pratiques, le dernier prix d'achat connu a été retenu sauf écart significatif.

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

- Provision retraite : Elle est calculée selon plusieurs paramètres :

1. L'âge de départ théorique : 64 ans
2. Taux d'actualisation : 3,61 %
3. La moyenne des salaires des 12 derniers mois
4. Taux moyen de charges sociales 36,45 %
5. Un taux de probabilité d'être encore présent dans l'entreprise à 64 ans
6. Le nombre de mois dus par l'employeur en fonction de l'ancienneté (selon la convention collective) :
  - Inférieur à 10 ans : 0 mois
  - 10 à 15 ans : 0.5 mois
  - 15 à 20 ans : 1 mois
  - 20 à 30 ans : 1.5 mois
  - + 30 ans : 2 mois

## 5 - ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

**Engagements donnés : Néant**

**Dettes garanties par des sûretés réelles : Néant**

**Faits significatifs : Néant**

**Autres informations significatives : Néant**

**Honoraires commissaires aux comptes : 5 305 €**

## ANNEXE

### 6 - NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Actif immobilisé : cf tableau joint

Etat des créances : cf tableau joint

Montant des stocks : 4 783 €

Etat des provisions clients : cf tableau joint

<b>Produits à recevoir inclus dans les postes du bilan :</b>	<b>26 684,57</b>	
- ASP aide permis de conduire apprentis		3 500,00
- Factures à établir		17 100,73
- OCAPAT participation formation du personnel		6 083,84
<b>Charges constatées d'avance :</b>	<b>18 295,80</b>	
- Charges d'exploitation :		18 295,80

### 7 - NOTES SUR LE BILAN PASSIF

#### Subventions d'équipement

Les subventions d'investissement sont comptabilisées en #131 et une quote-part est reprise en résultat tous les ans parallèlement à l'amortissement des biens financés, conformément au règlement ANC 2018-06 (traitement identique au cours des exercices précédents).

Etat des dettes : cf tableau joint

<b>Charges à payer incluses dans les postes du bilan :</b>	<b>37 666,14</b>	
- Emprunts et dettes auprès des Ets de Crédit		221,50
- Dettes fournisseurs et comptes rattachés		20 471,29
- Dettes sociales		2 139,24
- Dettes fiscales		14 834,11
<b>Produits constatés d'avance :</b>	<b>108 103,42</b>	
- Acomptes locations		1 780,00
- EUROPE Erasmus		79 193,00
- OPCO et employeurs publics participation apprentissage		1 503,62
- Conseil Régional subvention de fonctionnement		13 981,00
- Participation familles voyages d'études		11 645,80

## ANNEXE

### 8 - INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT

#### Subventions d'exploitation

- Etat Ministère de l'Agriculture	812 408,00
- Conseil Régional/communes	11 924,64
- Europe ERASMUS	42 674,00

#### Contributions financières :

Néant

#### Contributions volontaires en nature

L'association n'a pas valorisé les contributions volontaires en nature dans la mesure où ces contributions sont très limitées. En ce sens, la comptabilisation des CVN n'est pas un élément essentiel à la compréhension de l'activité de l'association.



## IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS

## Etat des immobilisations

Rubriques	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	10 221			10 221
Terrains	265 192			265 192
Constructions sur sol propre	2 664 982			2 664 982
Constructions sur sol d'autrui	469 142	33 525	10 733	491 933
Constructions installations générales				
Installations techniques et outillage industriel	165 125			165 125
Installations générales, agencements et divers				
Matériel de transport	2 189			2 189
Matériel de bureau, informatique et mobilier	377 554	21 315	9 228	389 641
Matériel et outillage d'internat	166 356	2 897	1 701	167 551
Immobilisations corporelles en cours	19 560	9 024		28 584
Avances et acomptes				
Total des immobilisations corporelles	4 130 099	66 761	21 663	4 175 197
Participations				
Autres titres immobilisés	137	3		140
Prêts et autres immobilisations financières				
Total des immobilisations financières	137	3		140
<b>TOTAL</b>	<b>4 140 458</b>	<b>66 764</b>	<b>21 663</b>	<b>4 185 558</b>

## Etat des amortissements

Rubriques	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	9 382	350		9 733
Terrains	160 827	9 644		170 471
Constructions sur sol propre	2 486 362	22 280		2 508 642
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions inst. générales, agencements et aménagements des constructions	370 889	18 725	10 733	378 881
Installations techniques, matériel et outillage industriels	145 042	8 384		153 425
Installations générales, agencements et divers				
Matériel de transport	2 189			2 189
Mat de bureau et informatique, mobilier	313 891	19 868	8 979	324 779
Mat et outillage d'internat	143 634	6 457	1 701	148 390
Total des amortissements sur immobilisations corporelles	3 622 834	85 357	21 414	3 686 776
<b>TOTAL</b>	<b>3 632 216</b>	<b>85 707</b>	<b>21 414</b>	<b>3 696 509</b>



## PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

### Provisions réglementées

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour reconstitution des gisements				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
<b>TOTAL</b>				

### Provisions pour risques et charges

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions et obligations similaires	37 021		7 589	29 432
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
<b>TOTAL</b>	<b>37 021</b>		<b>7 589</b>	<b>29 432</b>

### Provisions pour dépréciation

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions sur immobilisations incorporelles				
Provisions sur immobilisations corporelles				
Provisions sur titres de participation				
Provisions sur autres immobilisations financières				
Provisions sur stocks et en cours				
Provisions sur comptes clients	73 625	7 548	2 623	78 550
Autres provisions pour dépréciation				
<b>TOTAL</b>	<b>73 625</b>	<b>7 548</b>	<b>2 623</b>	<b>78 550</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>110 646</b>	<b>7 548</b>	<b>10 212</b>	<b>107 982</b>

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DETTES

Etat des créances				Etat des dettes			
Rubriques	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an	Rubriques	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus
Créances rattachées à des participations				Emprunts obligataires convertibles			
Prêts				Autres emprunts obligataires			
Autres immobilisations financières				Auprès des organismes de crédit :			
Total de l'actif immobilisé				- à 1 an maximum à l'origine			
Clients douteux ou litigieux	78 204	78 204		- à plus de 1 an à l'origine	118 522	35 854	82 668
Autres créances clients	163 809	163 809		Emprunts et dettes financières divers			
Créance représentative de titre prêtés ou remis en garantie				Fournisseurs et comptes rattachés	31 243	31 243	
Personnel et comptes rattachés	906	906		Personnel et comptes rattachés	2 696	2 696	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				Sécurité sociale et autres organismes sociaux	49 493	49 493	
Etat – Impôts sur les bénéfices				Impôts sur les bénéfices			
Etat – Taxe sur la valeur ajoutée				Taxe sur la valeur ajoutée			
Etat – Autres impôts, taxes et versements assimilés	9 584	9 584		Obligations cautionnées			
Etat – Divers	89 123	89 123		Autres impôts, taxes et assimilés	15 429	15 429	
Groupes et associés	692	692		Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Débiteurs divers	3 569	3 569		Groupe et associés	3 484	3 484	
Total de l'actif circulant	345 886	345 886		Autres dettes	59 082	59 082	
Charges constatées d'avance	18 296	18 296		Dettes représentative de titres empruntés ou remis en garantie			
TOTAL	364 182	364 182		Produits constatés d'avance	108 103	108 103	
				TOTAL	388 052	305 384	82 668

TABEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	Autres mouvements	A LA CLÔTURE
Fonds propres sans droits de reprise						
Fonds propres avec droits de reprise						-
Ecart de réévaluation						-
Réserves						-
Autres réserves						
Report à nouveau	1 990 554	-98 955				1 891 599
Excédent ou déficit de l'exercice	-98 955	98 955			-51 180	-51 180
Situation nette	1 891 599	-		-	-51 180	1 840 419
Fonds propres consommables						
Subventions investissement	126 883			17 558		109 325
Provisions réglementées						-
TOTAL	2 018 482	-	-	17 558	-51 180	1 949 744



GROUPE Y - BOISSEAU

52 rue Jacques-Yves-Cousteau  
BP 409  
85010 LA ROCHE SUR YON Cedex

Tel : 02 51 62 22 01